

A. Heynys

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 62-71, BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An 18 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 MOIS 1 fr. 50

Nos trois ennemis :

LE BOCHÉ

LE BUREAU

LE BISTRO

Empire des vieillards

Devant une porte fermée

Il y a deux façons d'utiliser une porte : pour entrer et pour sortir.

De ce fait, le blocus comprend deux opérations distinctes : l'une consiste à empêcher l'Allemagne de recevoir des ravitaillements ; l'autre consiste à empêcher d'exporter des produits manufacturés.

Par le premier de ces moyens, on l'affamerait. Par le second, on la ruinerait. Dès lors, vous ne verriez, comme moi, aucun inconvénient à ce que l'on employât l'un et l'autre.

Malheureusement le premier moyen n'a donné jusqu'ici que des demi-résultats. On ménage les neutres, on épargne les contrebandiers. L'Allemagne fait maigre, elle ne jette pas.

Reste le second moyen ; il est d'exécution plus commode. Il est relativement difficile de déterminer la destination des produits alimentaires ou des matières premières ; il est beaucoup plus facile de déterminer la provenance de produits manufacturés. Si nous ne savons pas toujours empêcher l'Allemagne d'acheter chez les neutres, nous parvenons, dans une très importante mesure, à l'empêcher de leur vendre.

Il a donc fallu que, depuis dix-huit mois, l'Allemagne renonce à fournir sa clientèle mondiale et cela est excellent. Cependant — et ceci est grave — sa clientèle l'attend. L'Allemagne en est quitte pour accumuler d'immenses stocks de marchandises, qu'elle espère, le lendemain de la guerre, pouvoir jeter sur le marché. Elle perd ses revenus, mais son capital n'est pas compromis.

Tant que nous nous contenterons d'entraver le commerce allemand, nous n'aurons rien fait pour la paix : il faut lui arracher sa clientèle.

Cela, tout le monde le sait ; beaucoup de gens y pensent et déjà quelques personnes s'y emploient.

A défaut d'une organisation, une discussion est née.

— Si nous ne faisons pas d'affaires avec l'étranger, disent nos industriels et nos commerçants, ce n'est pas notre faute, c'est celle de nos consuls, qui se sont constamment révélés au-dessous de leur tâche.

— Si nous ne donnons pas aux industriels et aux commerçants tous les renseignements dont ils ont besoin, rétorquent nos agents diplomatiques, c'est parce qu'ils ne savent pas s'en servir. Ils ne veulent ni se plier aux meurs commerciales des pays avec lesquels ils traitent, ni consentir des crédits, ni tenir compte des commandes.

A mon gré, ces deux thèses sont justes.

Les consuls ne font pas leur métier. Les commerçants non plus.

J'ajouterais : L'Etat non plus.

Et la question, selon moi, se pose ainsi :

— Comment voulez-vous que quelqu'un fasse quelque chose dans un temps et dans un pays où il suffit pour prospérer de ne rien faire du tout ?

Écoutez cette simple histoire :

J'ai un ami qui a fondé une usine. Cette usine faisait, avant la guerre, un chiffre d'affaires de quinze à seize cent mille francs ; elle rapportait annuellement cent dix ou cent vingt mille francs de bénéfice net.

Or, j'ai rencontré mon ami depuis la guerre. Je lui ai dit :

— Votre industrie est fort spécialisée, vos principaux concurrents sont allemands ; des débouchés nouveaux ont dû s'ouvrir devant vous. Quel est aujourd'hui le chiffre de vos affaires ?

Il m'a répondu :

— Mon chiffre d'affaires est tombé de plus de moitié. Il n'atteint pas aujourd'hui six cent cinquante mille francs.

Je lui ai pris les deux mains et je lui ai dit :

— Vous êtes ruiné.

Il m'a répondu, en souriant :

— Non, mes affaires seules diminuent, mon revenu augmente ; il atteint, pour le dernier exercice, cent soixante mille francs.

Et il ajouta avec un sourire indéfinissable :

— Vous comprenez, mon usine est réquisitionnée par l'Etat !

dérante qu'elle y occupait, elle ne demandera pas la paix.

Deuxième axiome. — Tant que les industriels qui trouvent dans un trafic normal un bénéfice de sept pour cent, trouveront dans un trafic avec l'Etat un bénéfice de vingt-cinq pour cent, ils ne chercheront pas de trafic normal.

Moralité. — Il ne suffit pas de réaliser un blocus : il faut savoir s'en servir.

Sergent Pangloss

Les Communiqués

15 heures. Aucun événement important à signaler au cours de la nuit.

23 heures. Entre Soissons et Reims, tirs de notre artillerie sur la tête de pont de Vénizel et les ouvrages ennemis de Vendresse et de Cernay. Une colonne en marche a été prise sous notre feu à l'est de Saint-Souplet.

En Champagne, nos batteries ont endommagé les organisations allemandes du plateau de Navarin.

Entre Aisne et Argonne, bombardement des abris et des tranchées adverses au nord de Saint-Thomas. A la Haute-Chevauchoe, nous avons occupé la levée nord d'un entonnoir provoqué par l'explosion d'une mine allemande.

En Lorraine, activité de notre artillerie dans la région de Coincourt et de Domèvre.

LA GUERRE AÉRIENNE

Ce matin, vers onze heures trente, le sergent-pilote Guynemer a livré combat à un avion ennemi dans la région de Frise et l'a abattu en flammes entre Assevillers et Herbécourt. C'est le cinquième appareil ennemi abattu par le sergent Guynemer.

MOINS CINQ !

Les représentants directs des grands intérêts nationaux commencent à s'émouvoir sérieusement de la prolongation indéfinie de la crise des transports, et surtout de l'insuffisance des promesses avec lesquelles Quid-Droit, notre maître à tous, les a jusqu'ici bernés si copieusement à cet égard.

Les chambres de commerce, les syndicats, les conseils municipaux émettent à l'envi les vœux les plus catégoriques et déposent les conclusions les plus péremptoires. Il en est même qui ont poussé l'énergie — tel le conseil municipal du Havre — jusqu'à décider l'envoi d'une délégation au ministre des travaux publics pour lui faire assavoir que « ça ne peut pas durer comme ça ».

Le citoyen Sembat va recevoir les délégués (si ce n'est déjà fait) d'une façon charmante. Puis il les renverra avec de belles paroles assaisonnées, pour n'en pas perdre l'habitude, de beaucoup d'esprit. Tout le monde sera content, au moins pour vingt-quatre heures, attendu que le lendemain, et même au bout de huit jours, les choses seront exactement dans le même état que la veille.

Il est juste de constater, à la décharge du ministre des travaux publics, que, si les doléances dont on le bombarde sont nombreuses autant qu'amères, personne ne lui apporte la solution désirée. Et, comme il ne l'a pas sur lui, il n'y a pas de raison pour qu'on en finisse.

Seule la chambre de commerce de Saint-Etienne s'est offert le luxe de faire exception. Par une délibération votée à l'unanimité, elle a invité le gouvernement à prendre d'urgence en considération une proposition dont au moins six ministres, y compris M. le président du conseil, ont été personnellement saisis depuis plus de trois mois. Cette proposition, que nos lecteurs connaissent, eux aussi, au moins dans ses grandes lignes (v. Œuvre du 5 décembre), lui semble, en effet, de nature à remédier au mal de la façon la plus rationnelle et la plus heureuse. La chambre de commerce de Saint-Etienne a fait mieux encore : elle a convié, officiellement, toutes les autres chambres de commerce de France à s'associer à son initiative.

Nous nous trouvons donc, pour la première fois, en face de quelque chose de positif et de précis. M. Briand, qui est aujourd'hui plus stéphanois que nantais, ne s'y méprendra pas.

Il n'est que temps d'aviser. Déjà, malgré que l'hiver touche à sa fin, le prix du charbon monte, pour ainsi parler, à vue d'œil ; déjà, certaines « sortes » commencent à faire défaut, et la crise de quantité s'aggrave d'une crise de qualité ; déjà, les express subissent des retards désespérants. Demain, ce ne seront plus seulement les marchandises qui resteront en panne : ce seront aussi les voyageurs.

Je sais même des gens pondérés, aussi peu alarmistes et subversifs que possible, qui se demandent si la catastrophe de Saint-Denis ne serait pas une conséquence indirecte de l'engorgement des voies...

En vérité, je vous le dis, c'est le moment ou jamais pour nos consuls de cavere : il est moins cinq !

Emile Gautier

Pour un Journaliste américain

Vraiment, cher confrère, il y aurait en Amérique de braves gens capables de prendre au sérieux cette nouvelle calomnie ? Et, pour les besoins de leur propagande chez les neutres, les Boches en seraient réduits à ces pitoyables imaginations ?

Car ils s'efforcent, m'avez-vous dit, d'exploiter contre nous nos polémiques : « Voyez-vous, s'écrient-ils, comme les Français sont divisés ! Lisez leurs journaux : ils ne sont remplis que de leurs disputes. Le président Poincaré a beau prêcher l'union sacrée ; dans les Chambres comme dans la presse, c'est le même vacarme de querelles, que n'arrive même pas à couvrir le tonnerre des duels d'artillerie... »

La-dessus, les bons apôtres de la Culture y vont d'un virulent couplet sur les mœurs du Bas-Empire et les controverses byzantines, sans oublier le parallèle entre Mahomet II et Guillaume II...

Faut-il, messieurs les neutres, que les Boches nous connaissent mal ! Vous croient-ils donc dénués de tout discernement, et n'avez-vous pas eu maintes occasions d'apprécier combien sont lourdes leurs erreurs de psychologie ?

Celle-ci n'est pas moins bête que les précédentes. Oui, sans doute, il arrive à nos journaux de se contredire, et même d'échanger, tout comme en temps de paix, des propos un peu vifs. Oui, M. Clemenceau ne ménage guère M. Briand ; M. Maurras vitupère Hervé chaque matin quoi qu'il dise, et surtout s'il dit la même chose que lui. Le radical Albert Milhaud malmène le socialiste Longuet. Il n'est pas jusqu'à l'optimiste Capus qui ne laisse échapper des mots presque amers, — si certain qu'il soit que tout finira par s'arranger...

Mais qu'est-ce que ça prouve ?

Ça prouve tout bonnement que les Boches ont beau souiller de leur présence un coin de la terre française, la République n'en continue pas moins, et, comme M. Deschanel s'est plu à le répéter l'autre jour, c'est la liberté de discussion qui fait la République. Voilà comment, malgré le voisinage des Prussiens, nous avons gardé l'habitude de causer librement, comme s'ils n'étaient pas là. Nous savons les haïr, mais la haine n'exclut pas le dédain.

Au surplus, si nous discutons, ce n'est que sur la meilleure manière de les chasser — et de les châtier. Ne leur a-t-il pas suffi de se montrer pour nous mettre d'accord ? Si cet accord parfait n'existe plus, n'est-ce pas le signe que nous avons cessé de les craindre ?

Ainsi, nos polémiques elles-mêmes, messieurs les neutres, vous prouvent la vitalité française. Pensez-vous que les nouveaux crimes des Boches allaient nous démoraliser et nous terroriser ? Que Guillaume perde encore cette illusion ! La France est si sûre de la victoire qu'elle a déjà repris son existence coutumière, tranquillement...

Gustave Téry

Radica et Doodica

La presse de Vienne nous annonce gravement que, pour l'Autriche, la guerre est finie, le but étant atteint, avec la conquête de la Pologne russe, de la Serbie et du Monténégro. D'ailleurs, l'Italie le sent. La chute du cabinet Salandra-Sonnino n'est plus qu'une question de jours ; il cède la place à l'honorable Luzzatti, chargé de conclure une paix honorable.

Ces bourdes s'étaient dans la Reichspost et la Neue Freie Presse, dont les lecteurs sont ainsi vraiment bien renseignés et ne verraient plus leur digestion troublée par aucun nuage s'ils avaient quelque chose à manger. Par malheur, dans le même numéro de la Neue Freie Presse, la question du blocus et du ravitaillement revient onze fois de suite, dans onze articles divers, ce qui indique tout de même que la paix pourrait bien ne pas être conclue dans les vingt-quatre heures.

« Quand il n'y a plus de foin au râtelier », dit le proverbe, « les chevaux se battent ! » L'épouvantable disette qui

régne en Pologne, d'après la dernière enquête du comité Rockefeller, ne doit pas laisser de se faire sentir aussi en Hongrie, si l'on en juge par l'acrimonie de jour en jour plus hargneuse du Parlement hongrois contre les Autrichiens. Le suicide du lieutenant hongrois Stefan Csercy, se réfugiant dans la mort avec sa jeune femme, pour échapper aux persécutions de ses camarades (?), a été l'occasion d'un réquisitoire en règle du député Urmanczy contre l'intolérable condition faite aux soldats hongrois dans les armées de la double monarchie. Le comte Tisza a essayé de rejeter la faute sur le petit nombre des Hongrois qui choisissent la carrière d'officier, ce qui place fatalement le soldat madgyar sous le commandement des hôberaux de Vienne. Mais pourquoi les officiers hongrois sont-ils si rares ? C'est parce que le corps étroitement fermé des officiers autrichiens écarte de parti pris leur candidature !

En somme, un abîme de haine sépare toutes ces nationalités fondues dans la même armée comme on fond ensemble le soufre et le salpêtre. Nous le savions pour les Tchèques, les Croates ou les Dalmates. Mais la Hongrie et l'Autriche, elles-mêmes, ces deux sœurs en apparence si unies qu'elles semblaient n'avoir qu'un seul bassin, comme Radica et Doodica, divergent de toute la tête et de tout le cœur, au point que c'est un problème de savoir si leur union restera viable après la guerre. Il faudra, dans ce cas, que Radica l'Autrichienne mette diablement de l'eau dans son vin.

Car notez qu'à l'heure actuelle, le ventre creux, mais la cervelle échauffée, elles chantent victoire de leurs deux gosiers ! Que sera-ce quand elles se retrouveront vaincues ?

Maurice de Waleffe

Propos d'un grincheux

La tenue de guerre

Suivant leur humeur, les députés que je rencontre se lamentent ou s'irritent. Mais aucun n'est content. Ils affirment que les journaux mènent une campagne antiparlementaire et que, si on les laisse faire, la République sera bien vite en péril.

Bonnes gens, ce n'est pas contre l'institution parlementaire que nous menons campagne. Ce n'est pas contre la République. Peut-être même n'est-ce pas contre vous. C'est contre vos mœurs. Aussi est-ce vos mœurs qu'il faut changer, si vous complexez plaisir.

Le parlementarisme n'est pas en cause. Le parlementarisme varie suivant les parlementaires. Il fut magnifique, un jour d'août 1914. L'autre jour, il a été hideux.

Il y a une bataille : vous savez où. Elle nous suffit. Nous ne voulons pas des vôtres. Nous ne voulons pas de vos vacarmes, de vos claquements de pupitres et de vos discours désordonnés.

Le Parlement a une tâche à remplir ? Oui. Et même une très belle et très utile. Seulement, c'est une tâche austère et sans éclat : une tâche silencieuse. J'entends bien que ces deux mots accolés vont vous paraître étranges. Vous n'avez guère semblé concevoir, jusqu'ici, qu'on pût travailler sans parler. Eh bien ! voilà pourtant ce que nous attendons de vous : travailler et vous taire.

Albert Savarus

La Captivité de Grand-Père

La Captivité de Grand-Père n'est pas un roman. C'est la narration simple d'un brave homme qui a vu son village envahi par les soldats du kaiser, et qui est resté dans sa maison. A son genre il a dit ce qui était arrivé. Et comme ce genre est Louis Morin, artiste peintre et dessinateur, écrivain aussi, dont les connaisseurs apprécient de longue date le talent délicat et spirituel, on prévoit l'intérêt et l'élegance du récit.

Mais, écrivain, Louis Morin n'a pas oublié qu'il dessine. Il a dessiné. Et... et enfin, vous verrez.

Propos en l'air

Lendemain de Bombe...

Pendant que tant de familles en deuil vieillissent, les victimes des zeppelins, ou suivaient les blessés aux hôpitaux, avec un tact impavide les B. B. B. partaient à la découverte de l'aviation. L'équipe des Beni-Bouffe-Baba — auxquels avaient eu tort de se joindre quelques personnes sérieuses — a commencé, ça et là, l'érection de ses propos d'après-boire. Qu'importe aux joyeux convives du « Pavillon Dauphine », au Bois de Boulogne, et du « Grand Monarque » de Chartres le pauvre peuple de Paris bombardé par les aéronautes allemands ! Jamais sottisier ne contient pareilles élucubrations. Avec stupeur je citais précédemment l'article de Gustave Hervé, suggestionné par « l'ingénieur » de la Victoire, qui rentrait émerveillé, « baba » ! Et G. Hervé répliqua, — on dirait du Mortain — en ces termes :

— Ah ! ça ! mais est-ce que vous ignorez que l'Allemagne est restée un petit pays à côté de nous au point de vue de l'aviation ? que nos usines géantes sont en train de mettre la dernière main à des appareils qui, très prochainement, secourront les nôtres à leurs rapides fokkers.

Et, dans le même numéro, l'ingénieur de la Victoire opère lui-même (à la place des remarquables articles d'A. Chéradame)... L'ingénieur a interrogé, sur les zeppelins, un aviateur qui lui a répondu :

Quand nous quittons le sol, la nuit, nous entrons dans le noir, noir devant, dessus, partout ; nous sommes dans une immensité noire ; nous ne voyons rien, pas même nos camarades voguant à quelques mètres de nous... à plus forte raison le zeppelin dont nous ne connaissons pas la position. Mais la situation change lorsque ce zeppelin reçoit les rayons d'un projecteur : nous pouvons alors pousser directement sur lui et agir.

Cela est si compréhensible qu'il ne peut y avoir de contradiction sur ce point.

Donc, si vous ne voulez pas subir l'effet des zeppelins, balayez d'abord brouillards et nuages et éclairez-les ; sinon attendez patiemment l'arrosage.

Mais point n'est besoin d'être grand ingénieur ni fort aviateur pour formuler semblable avis. On nous affirme que les ateliers de construction construisent, que ceux de réparation réparent, et que l'on construit beaucoup plus qu'avant la guerre ! C'est d'autant moins difficile qu'on ne construirait guère alors ; relisez le discours de Raymond, du 13 juillet 1914. Il ne s'agit pas de savoir si l'on construit beaucoup, mais si l'on construit assez... et bien. Or, il y a des milliers de moteurs construits, reçus, que les ingénieurs font tourner à terre, et qui ne tournent plus en l'air. Voilà notre angoisse, trop justifiée. Oh ! des promesses à foison :

J'ai pu me rendre compte que nous marchions vers la vraie solution et que d'ici quelque temps nous aurions haut la main la maîtrise des airs... même contre les fokkers, surtout contre eux.

C'est la phrase de G. Hervé, qui, décidément ne s'est pas mis en frais pour soigner le cafard de son neurasthénique ! Pour le personnel, mêmes certitudes que pour le matériel :

Les ateliers de l'école sont très bien conditionnés. Deux accidents depuis la formation ; mortalité, 0,4 0/0.

Admirez la statistique ! Et quoi d'étonnant qu'il y ait moins de risques à voler dans le ciel de la Beauce qu'à marcher dans nos rues ténébreuses, alors que les écoles et les dépôts sont sous l'égide du commandant Girod ! Les gens superstitieux touchent du bois, à l'énoncé de pareilles chances. Faute d'avoir conjuré le sort, l'ingénieur Baba reçoit un démenti immédiat. Les B. B. B. avaient à peine fumé leur dernier cigare à Chartres que se produisait l'accident rapporté par le Temps :

Un accident s'est produit, hier matin, vers onze heures, sur le territoire du centre militaire d'aviation de Chartres. Un élève-pilote venant d'effectuer un vol voulut atterrir, quand, à cinq mètres d'altitude, l'appareil, pivotant de l'avant, vint s'écraser sur le sol. L'aviateur, qui a eu le crâne fracturé, a succombé à son arrivée à l'hôpital.

Ailleurs, à la même heure :

Un accident du même genre est signalé à Genay, arrondissement de Trévoux (Ain). Un biplan du centre d'Ambrévier, près Belley, a capoté après avoir heurté les hautes branches d'un arbre. Le pilote, qui se rendait par la voie des airs de l'aérodrome

LE TÉMOIGNAGE d'un grand citoyen américain

Notre distingué confrère et ami, M. Henry Lapauze, publie dans la *Renaissance* de cette semaine le texte d'une conférence prononcée le 9 décembre dernier à New-York, par M. Whitney-Warren.

M. Whitney-Warren, à ses titres éminents d'architecte (l'un des premiers de son pays) et de membre correspondant de l'Institut, ajoute celui d'ami de la France. Dès les premiers jours de la guerre, il s'est placé résolument à nos côtés. Nul de ceux qui l'ont entendu lorsqu'il fit, il y a six mois, à Paris, une conférence (sous les auspices d'ailleurs de la *Renaissance*), n'oubliera la chaleur, l'émotion, l'éloquence de ses accents.

Voici l'exorde de son discours de New-York :

« Je suis un dévot passionné de la France parce qu'elle m'apparaît comme la réunion et la gerbe de tout ce qui est, dans le monde, digne d'être aimé : beauté, générosité, loyauté, liberté, justice ; parce qu'elle unit la grâce et la force, le courage et la gentillesse, la patience et la fantaisie. Je suis un dévot de la France parce que sa vertu n'est pas arrogante, parce qu'elle consent très souvent à faire oublier cette vertu par des fautes qui, d'ailleurs, ne sont pas sans grâce ; enfin, parce qu'elle ne sait pas ce que signifie la médiocrité et que, dans toute son histoire, elle s'est toujours montrée unique dans ses mérites et dans ses fautes. L'essentiel dans la vie, aussi bien pour les nations que pour les individus, c'est de n'être pas vulgaire, comme nous devons nous le rappeler pour nous-mêmes. La France a une qualité d'âme absolument unique. Elle n'est jamais vulgaire. Ses qualités si je puis parler de choses si hautes avec quelque trivialité, sont de celles qu'on ne trouve pas au coin des rues. Son esprit est une chose précieuse pour un amateur raffiné, une œuvre d'art exquise qu'il faut regarder dans la lumière qui convient aux chefs-d'œuvre.

« Vous savez l'attachement que j'ai toujours eu pour la France et cet attachement a été grandement fortifié pendant les seize mois que j'ai vécu sa vie de luttés et de courage.

« Plusieurs personnes se sont montrées surprises que j'aie pu trouver que nous autres, Américains, nous n'ayons pas rendu un suffisant hommage à son extraordinaire énergie, que nous ne l'ayons pas soutenue dans la cause dont elle a été longtemps le champion. Tranchons le mot : on a trouvé que j'exagérais. On m'a dit que j'aurais pu adopter une attitude plus réservée, que j'aurais pu éviter de distribuer la louange toujours à la même adresse. Si j'avais besoin d'excuses, je pourrais invoquer le principe qui a dirigé toute ma vie : « Mes amis n'ont jamais tort parce qu'il sont mes amis. » Il est bien vrai que j'aurais pris en aveugle le parti de la France, même si elle avait eu tort. Nous savons qu'elle a raison ; je peux donc la soutenir même de sang-froid.

M. Whitney-Warren brosse ensuite un véridique et émouvant tableau de l'attitude de Paris pendant les sombres journées d'août 1914. Il narre la bataille de la Marne, la victoire, les combats de l'Yser, ses visites à Reims, Arras, Ypres.

Et voici sa magnifique péroraison :

« France admirable, tu es bien digne d'être aimée et secourue ! Personne ici ne peut imaginer les merveilles que tu as accomplies pendant les seize derniers mois ! Patient, vaillante, sans un murmure, pendant que ses enfants se battent au front, pendant que plus de 20.000 de ses pères sont sur la ligne de feu, elle voit à l'arrière ses vieillards, ses enfants, ses femmes, vendre eux aussi leur part de la bataille pour qu'elle soit victorieuse, leur part de fatigues pour qu'elle ne cesse pas de rester belle dans la souffrance ! Infirmières qui se sont dévouées, grandes dames et humbles femmes, jeunes filles et femmes du peuple, paysans vieillards et paysannes de tout âge, qui moissonnent et sèment pour nourrir l'armée et la population, gardiens des champs et des jardins, conservant la beauté de ces glorieuses contrées !

« France admirable ! notre France ! cher jardin de France ! je l'ai traversé l'autre jour en allant à Bordeaux à travers l'aimable Ile-de-France, la blonde Touraine et le Poitou souriant. Toutes choses étaient en bon ordre le long de la voie : rien n'était négligé. L'aspect des plaines et des collines montrait quel soin ceux qui sont restés à l'arrière prennent des biens de ceux qui sont partis, afin qu'à ceux qui seront assez heureux pour revenir toutes choses apparaissent d'aussi agréable manière qu'à leur départ, et aussi pour que les morts puissent reposer tranquilles, assurés que leur patrimoine ne souffrira pas. Je passais au milieu de maisons où l'on pleurait et je ne le savais pas, parce que toutes les maisons, le long de la route, avaient l'apparence de maisons heureuses.

« France admirable ! notre France, où la douleur est aussi brave que la joie, où les êtres sont supérieurs à leur destinée, et n'ont pas l'air de s'apercevoir de leurs souffrances ! Mais nous autres, ne crierons-nous vers elle que nous sommes avec elle ? N'aurons-nous

pas le remords de notre faiblesse ? La devise de La Fayette était : « *Cur non* » ? Pourquoi non ? C'est une sentence latine qui me semble convenir à l'Amérique, — *Cur non* ? Pourquoi non. Je vous le demande. »

La Grise du Camionnage des Chemins de fer

On se plaint, non sans raison, du retard apporté dans la livraison des marchandises de toutes sortes et des difficultés supplémentaires ainsi créées au commerce français. On sait ce qui se passe pour les transports par voie d'eau à la suite de l'enquête de l'Œuvre à Rouen et au Havre. On va voir ce qu'il en est des transports par voie ferrée.

Quand on parle actuellement d'une gare de marchandises encombrée, on cite en premier lieu celle des Batignolles qui est embouteillée et où les colis paraissent être disposés de façon à créer aux commerçants le plus possible de difficultés. Un seul exemple suffira à faire comprendre le génie des bureaux.

Vous recevez avis qu'une pièce de vin est arrivée en gare des Batignolles à votre adresse. Vous vous étonnez qu'on ne vous la livre pas à domicile, mais on vous répond invariablement, depuis le début des hostilités, que le chemin de fer ne fait plus de camionnage. Vous vous présentez donc, muni de la lettre d'avis, au guichet 7 où on vous apprend que votre fut est à la gare des Chantiers, autrement dit aux fortifications, près de la porte de Clichy. Docile, vous allez chercher votre feuille aux Chantiers et quand vous l'avez enfin en votre possession, vous redescendez à la Régie retirer le congé. Il ne vous reste plus alors qu'à remonter aux Chantiers pour chercher votre pièce de vin ; mais, comme il y a toujours beaucoup de monde, il faut compter une bonne heure pour la sortir, si toutefois il ne se trouve pas devant le quai un train qui vous mette dans l'obligation de vous impatienter deux heures de plus. Quand vous avez trouvé une voiture pour charger le fut, il n'y a plus qu'à le faire descendre en cave. On voit que la chose est très simple mais qu'il faut disposer d'une demi-journée au moins pour l'accomplir.

Les compagnies de chemins de fer font du camionnage, mais en très petite quantité, faute d'un personnel suffisant. Les camionneurs ne s'en plaignent pas — quand ils trouvent à recruter des conducteurs. Mais il faut des hommes solides pour supporter toutes les intempéries et pour charger et décharger des colis pesants et volumineux. Les jeunes gens qu'on n'a pas encore appelés à la caserne manquent de force ou de prudence et, quand ils ne brisent pas le matériel, ils provoquent des accidents dans la rue. La crise de main-d'œuvre se fait sentir là comme ailleurs.

Et, pendant ce temps-là, certaines voitures des chemins de fer partent en tournée à moitié chargées tandis qu'un bon nombre des camions sont affectés à la livraison du charbon aux agents et retraités des compagnies. Cela est très bien de chauffer ses employés, mais encore faudrait-il que les clients ne fussent pas complètement négligés.

Des retards considérables résultent de cette inorganisation. A la gare des Batignolles les quais sont encombrés de wagons qui rendent la manœuvre du déchargement et du chargement impossible pendant des heures et très difficile toujours. Le matériel nécessaire à ce travail fait défaut ou est détérioré. Les « diables » sont brisés et les « grues » fonctionnent mal... Il serait peut-être temps de réorganiser tout cela, mais en tenant compte que tout doit être réglé, du départ à la destination ; sinon, l'on tournera sans cesse dans un cercle vicieux.

Les réquisitions agricoles

Le groupe agricole du Sénat a décidé que la note ci-après sera remise aux ministres compétents : M. Méline, ministre de l'agriculture, et M. Thierry, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, service de l'intendance :

- 1° Le groupe demande que les mesures soient prises par les services compétents :
- 2° Pour que les réquisitions soient réparties avec le plus d'égalité possible entre tous les départements et dans chaque département entre ses diverses parties, en tenant compte des possibilités de production ;
- 3° Pour que les prix offerts par les services de l'intendance se rapprochent autant que possible de ceux payés par le commerce, conformément aux différentes décisions de justice et notamment à un récent arrêt de la cour de Rennes ;
- 4° Pour que les réserves en fourrages nécessaires à l'alimentation des animaux ne soient jamais enlevées aux agriculteurs ;
- 5° Pour que, toutes les fois que cela sera possible, les commissions de réquisition fassent directement les achats d'animaux dans les foires et marchés ;
- 6° Pour que, dans les réquisitions de vins, il soit tenu compte de la consommation de la famille et du personnel et des déchets.

NÉCROLOGIE

M. Georges Dubois, le maître d'armes bien connu, vient d'avoir la douleur de perdre sa mère décédée dans sa soixante-quatrième année. L'enterrement aura lieu aujourd'hui, à une heure, en l'église Saint-Jacques-le-Majeur du Grand-Montrouge.

Utilisez mieux vos hommes

On pourrait s'imaginer que tous les militaires, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, et quel que soit leur âge, se plaignent d'avoir une écrasante besogne à accomplir. Ce serait d'ailleurs assez normal, l'homme étant naturellement paresseux. Eh bien ! on serait dans l'erreur. Nous voyons beaucoup de soldats, nous avons chaque jour l'occasion de causer avec un grand nombre d'entre eux, et il n'y en a pas un sur vingt qui nous dise : « Nous sommes exténués de fatigue, nous travaillons comme des nègres. » Non, ils disent tous : « Nous ne faisons pas grand-chose, nous pourrions être plus utiles, on passe son temps à s'embêter. » Voilà leur leitmotiv.

Inutile de dire que nous ne parlons pas des soldats qui combattent, des poilus du front, mais de ceux qui, auxiliaires ou autres, sont attachés aux divers services administratifs de l'armée.

Pas plus tard qu'hier, nous avons vu un de nos amis qui est chimiste. Il pensait, lorsqu'il fut mobilisé, qu'on l'emploierait dans une des usines qui travaillent pour le compte de l'Etat. Point ; il est chargé d'aller chaque jour chercher dans un certain nombre d'établissements des pièces de comptabilité, ce qui l'assomme, car il estime que n'importe quel soldat pourrait remplir cette mission qui lui prend tout au plus trois heures par jour.

Un autre soldat nous expliquait que son rôle consiste à passer toute sa journée dans un corridor de ministère à attendre que son chef sorte de son bureau ou y rentre. Il est chargé d'ouvrir ou de fermer la porte dudit bureau, et, ce travail accompli, il sommeole sur une chaise.

Enfin, nous avons reçu les doléances de deux jeunes brigadiers appartenant au service actif et qui sont attachés au service de ravitaillement des parcs à bestiaux du camp retranché de Paris. Voici l'emploi de leur temps : ils vont à la gare la plus voisine du parc pour recevoir le fourrage, fourni par des entrepreneurs civils ; ils accompagnent les voitures jusqu'à destination, remettent une fiche au chef du parc et celui-ci leur donne un duplicata qu'ils remettent à leur tour à un employé qui l'envoie au service de débarquement et ravitaillement, boulevard de La-Tour-Maubourg.

Et, dans la compagnie à laquelle appartiennent ces deux brigadiers, il y a un capitaine, quatre lieutenants, un chef fourrier, une demi-douzaine de sous-officiers et quatorze brigadiers.

Tout cela pour assurer le ravitaillement de quelques bestiaux qui déperissent dans un parc inutile.

Cette ville est toujours debout

Le Comité international de la Croix-Rouge de Genève nous communique la note suivante :

« Plusieurs journaux français ayant annoncé, sur la foi d'une dépêche de Petrograd, qu'un tremblement de terre avait détruit la ville d'Afion-Kara-Hissar, le Comité international de la Croix-Rouge à Genève a télégraphié aussitôt au Croissant-Rouge ottoman, qui lui répond par dépêche en date du 2 février, qu'il n'y a pas eu la moindre secousse sismique à Afion-Kara-Hissar. »

POUR LES VICTIMES DU ZEPPELIN

Les obsèques des victimes du zeppelin ayant lieu, comme on le sait, lundi, le bureau du Conseil municipal a décidé d'envoyer une couronne particulière pour chaque défunt. De son côté, le Conseil général enverra une couronne collective.

D'autre part, on sait qu'une concession de terrain a été accordée par la Ville de Paris, dans le cimetière du Père-Lachaise. Il est entendu que le caveau destiné à chacun des défunts aura des proportions assez vastes, pour que les proches parents des victimes, venant à décéder, puissent y être également inhumés.

Pour les Serbes

Qui ne s'émue de la détresse profonde des Serbes ? Des milliers de fugitifs, dans une misère noire, sont entassés en Albanie ; d'autres arrivent en France dans un dénuement plus navrant encore.

Chassés de chez eux, n'ayant laissé là-bas que des ruines, nos héroïques alliés viennent chercher auprès de nous un asile que notre pays, toujours généreux, ne leur refusera pas.

Le Comité franco-serbe de Seine-et-Oise, fondé sous le haut patronage de M. Auzan, préfet ; de Mgr Gibier, évêque de Versailles ; de MM. les sénateurs et députés du département, et de plusieurs autres notabilités, fait un pressant appel à la bonne volonté de tous : il lui faut de l'argent, des vivres et des vêtements de toutes sortes.

Les dons sont reçus à Versailles, 18, rue Saint-Pierre, où la permanence est établie, ou encore à l'Action Sociale 18 bis, rue d'Anjou, et chez Mme la baronne des Patys, 4, rue Sainte-Sophie.

Pour tous renseignements, s'adresser à Mlle Carol, secrétaire générale 18, rue Saint-Pierre, à Versailles.

RÉPONSES

QUESTIONS DIVERSES
Marcel 18 L. — Ecrivez 63, Champs-Élysées.

X. Kaliny. — La loi sur le repos hebdomadaire est toujours en vigueur. Les circonstances rendent plus tolérant. On manque de main-d'œuvre, et, sur le front, le repos hebdomadaire...

L. P. 1909, 32. — Mariage parfaitement valable, avec tous ses effets.

M. A. 51. — Faites une demande Service des pensions Ministère de la Guerre avec avis de disparition.

Auzi P. A. L. — 1° Tous billets actuellement prorogés après le 1^{er} avril prochain ; si vous avez réclamé le paiement avant le 31 mai 1915, ils portent intérêt depuis l'échéance ; — 2° Fonds immobilisés sans intérêt ; pouvez exiger leur versement Caisse des dépôts intérêt 2 %.

Les idées qui passent...

Parlementarisme, césarisme, poincarisme...

M. Clemenceau (*l'Homme enchaîné*), tout en désavouant les députés tristement fameux qui ont soulevé l'incident des bistros — (« c'est là, dit-il, un incident de séance, ne méritant rien de plus qu'un geste de désapprobation ») — revient une fois encore sur l'éventualité, envisagée par M. Capus, d'un coup de force césarien.

Et d'abord, s'acharnant sur son usuel et auguste victime (ce n'est pas Capus que je veux dire), M. Clemenceau écrit ceci :

Il y a quelque temps, M. Poincaré confia, et non sous le sceau du secret, à un de ses meilleurs amis de la Haute Assemblée, qu'il ne serait pas surpris s'il se produisait, à bref délai, un coup d'Etat militaire. Oui, cette parole abominable, qui était un outrage à l'armée, en même temps qu'une indignité suggestion à l'adresse de sa troupe catinissante, fut vraiment prononcée par le chef de l'Etat, qui, en d'autres temps, eût été appelé à en rendre compte. Je défie qu'on me démente.

Et plus loin, M. Clemenceau se demande : « Mais qui ferait ce coup d'Etat ? Poincaré ? Briand ? »

L'esprit de Fouché, qui est en eux, n'ose pas. Et puis, Fouché suppose Napoléon ou Louis XVIII. Je ne vois que le prince Victor, qui, sagement, reste cool, et l'ex-Philippe VIII qui plus ne grouille. Je n'aperçois pas de nouvelle cérémonie du sacre à Notre-Dame, d'ici à quelque temps. Capus lui-même, qui nous fera prochainement un spirituel discours à l'Académie, ne me paraît pas de taille à manier la hache de Sylla. Et puis, les Allemands ont tant touché de ce qu'il y a, parmi nous, de meilleur, qu'aucun Français ne serait toléré, s'essayant à achever leur œuvre.

Ceci dit, M. Clemenceau continue à soutenir le parlementarisme.

M. Léon Bailby (*l'Intransigeant*) ne croit pas un mot de cette histoire de coup d'Etat. Fable, sornette, selon lui.

Pas besoin de se mettre en grands frais d'indignation pour réclamer pareilles sornettes ! Et qui donc, s'il est sensé, pourra trouver la figure d'un Barras parmi ces ministres à qui nous ne faisons grâce qu'un seul reproche : c'est d'avoir, en guerre, gardé l'activité médiocre et les ambitions mesurées du temps de paix.

Quant à l'armée, celui qui supposera un de ses chefs, un seul, capable de tourner le dos à l'ennemi pour venir à Paris se livrer à l'opération de police qu'il appelle un coup d'Etat, en demande qu'il se nomme, celui qui peut croire pareille fable.

Anarchie administrative

Du Rappel :

Il faudrait mettre un terme à cette anarchie administrative. Le gouvernement doit recevoir du Parlement la force de l'abolir à jamais. La sixième arme pourrait n'avoir qu'à fendre des oreilles. Il suffirait.

Un gouvernement gouvernant serait suivi d'un Parlement discipliné et ardent à soutenir les ministres.

Encore une fois : Gouvernez hardiment ! Faites-vous obéir !

Du Temps :

On parle souvent de « contrôle » et de « contrôleurs ». De tous les contrôles, le plus important est celui qu'on exerce sur soi-même et par lequel on s'interroge, en conscience, sur le devoir à remplir.

De M. Henry Bérenger (*Paris-Midi*) :

Plus que jamais, nous réclamons par en

haut une volonté claire, avérée, qui sache et qui ose, qui ne se dérobe pas derrière un paravent d'irresponsabilités et un verbiage de plaidoirie, mais qui fasse faire à chacun le possible, c'est-à-dire tout ce qu'il faut, en son temps et à sa place, pour nous défendre, pour attaquer et finalement pour vaincre.

M. Constant Verlot, pour n'être point notoire, n'en est pas moins un homme doué de bon sens. Ce député prononce dans le *Matin* ces paroles sages :

Continuons donc à travailler silencieusement au sein des commissions, en collaboration permanente et intime avec le gouvernement. Etudions et solutionnons toutes les questions se rapportant à la défense nationale et préparons-nous à nous organiser pour le lendemain de la guerre, préoccupation essentielle de nos ennemis, à laquelle nous ne songeons pas suffisamment.

(Ce couplet serait excellent si M. Verlot avait évité le verbe « solutionner ». Nous eussions préféré « résoudre ».)

M. Capus (*le Figaro*) se défend d'être un apologiste de la guerre civile et un partisan du césarisme. « On me traite, dit-il, d'antiparlementaire négatif » :

Non, répond notre brillant confrère, ce qui est négatif, c'est le parlementarisme parvenu au degré d'atavie que l'on voit aujourd'hui ; c'est un état parlementaire où une minorité bruyante et enragée de son intérêt électoral détraque toutes les discussions et opprime une assemblée tout entière qui n'ose pas réagir.

Et M. Capus, qui sait l'histoire de France, de conclure en comparant M. Accambray à Robespierre, et en conseillant à ses collègues de ne pas finir comme les Girondins.

Pour les héros de l'Yser

Dans le même *Figaro*, M. Pierre Loti demande éloquentement la croix d'honneur pour le drapeau des fusiliers-marins.

Oh ! cette brigade de l'Yser, avec laquelle j'ai failli partir ! Avoir dû y renoncer, quand je m'en étais vu si près, restera pour moi, jusqu'à la fin de ma vie, un regret cuisant et cruel... Au moins, que je m'en console un peu en payant mon tribut d'admiration à ceux qui y étaient ; au moins que j'aie cette petite joie de travailler à glorifier leur mémoire. Je demande donc, ici pour eux, — et ce n'est pas en mon nom seul, car plusieurs de mes camarades de la marine s'associent à ma prière, des camarades qui n'en étaient pas non plus et dont le désintéressement ne saurait par suite être suspecté, — je demande ici pour eux, et presque avec confiance, bien que le règlement peut-être me donne tort, cette consécration dix fois méritée, qui me peut porter ombre à personne : que l'on attache un bout de ruban rouge à leur drapeau.

Les élégances boches

De la *Taglische Rundschau* :

La mode allemande, qui depuis si longtemps était tributaire de la mode française, commence maintenant à s'émanciper et à s'avancer d'une façon triomphale en Orient. Au cours du mois de février, il y aura à Constantinople une exposition des différents modes viennoises et berlinoises. Cette exposition durera quatre semaines et mettra fin, espérons-le, à la mode française en Turquie.

Le crayon de Sem, de Favraire ou de Métivet commenterait excellemment ces élégances bocho-ottomanes...

La solde des permissionnaires du front

Par décret du 1^{er} février, paru à l'*Officiel* du 5, le ministre de la guerre vient de décider qu'à l'avenir les permissionnaires du front auront droit, pendant la durée de leur permission, à leur solde et à l'indemnité représentative de vivres. Le montant de cette indemnité n° 45 bis est de 1 fr. 05.

La question est de savoir ce qu'on entend exactement par « permissionnaires du front ». Le décret les définit ainsi : « Les militaires bénéficiant d'une permission récréative au cours d'un séjour dans une formation considérée comme étant en opérations de guerre. » Il ajoute que le ministre déterminera les territoires, places et formations qui doivent être considérés comme étant en opérations de guerre.

Les G. V. C. sur le réseau P.-L.-M.

Tous les G. V. C. de France voudront lire et posséder le luxueux *Agenda P. L. M.* 1915-1916 qui vient de paraître. Ils y trouveront en effet, au milieu de vingt autres textes documentaires, descriptifs ou humoristiques, un pittoresque article de Georges Rozet, spirituellement illustré par Ricardo Florès, sur la vie et les mœurs des garde-vivres, ces braves « poilus de l'arrière ».

Rappelons que l'*Agenda P. L. M.* est vendu à fr. 50 ; à l'Agence P. L. M. de renseignements, 88, rue Saint-Lazare, à Paris ; à la gare de Paris-Lyon (Bureau de renseignements et Bibliothèques), dans les bureaux-succursales et bibliothèques des gares du réseau, au rayon de la papeterie des Grands Magasins du Bon Marché, du Louvre, du Printemps, des Galeries Lafayette, des Trois Quartiers, etc., à Paris.

L'*Agenda P. L. M.* est aussi envoyé à domicile sur demande adressée au Service de la Publicité de la Compagnie P. L. M., 20, boulevard Diderot, à Paris, et accompagnée de 2 fr. 25 (mandat-poste ou timbres) pour les envois à destination de la France, et de 2 fr. 50 (mandat-poste international) pour ceux à destination de l'étranger.

LA VIE CHÈRE

Fluctuations dans les deux sens, hier matin, aux Halles centrales, au pavillon de la boucherie notamment, où le prix du veau entier a baissé de vingt centimes, alors que celui du mouton entier augmentait de même somme, et que le gigot était en hausse de quarante centimes. On ne doit chercher la cause de ces divers mouvements que dans le plus ou moins d'importance d'arrivage de ces denrées.

VIANDE	
	Le kilo
Pot-au-feu	1,30 à 1,80
Aloyau entier	2,00 à 2,90
Veau entier	2 » à 3,40
Epaule de veau	1,90 à 2,40
Mouton entier	2,00 à 3,30
Gigot	3,20 à 4,00
Ragout de mouton	1,60 à 2,20
Porc entier	2,60 à 3,10
VOLAILLE	
	Le kilo
Poulet	3,90 à 4,60
Lapin	2,80
Oie	2,50
POISSON	
	Le kilo
Cabillaud	1,25
Carrelet moyen	1,75
Congre	1,50 à 1,75
Raie	1,50
Hareng français, pas d'arrivage	
Maquereau	1,50 à 1,75
LÉGUMES	
Carottes, les 100 kilos	22,00 à 30,00
Navets, les 100 boîtes	15,00 à 30,00
Poireaux	40,00 à 70,00
Choux, le cent	10,00 à 45,00
Pommes de terre, les 100 kil.	14,00 à 26,00
Pommes communes, les 100 k.	12,00 à 30,00
BEURRE	
	Le kilo
Cours moyen général	5,30

NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

C'est bien un attentat

Chimiquement expulsé de sa demeure, le Parlement canadien s'est vite réuni dans une enceinte de rencontre, afin d'ouvrir des lèvres de son président une allocution que celui-ci ne s'est pas fait prier pour lui administrer. C'est que l'homme des Parlements est, dans tous les climats, homme de parlement. Pour lui, qui ne conçoit qu'oratoirement les choses, tout est matière oratoire, tout se tourne en discours ; et, comme l'édifice fumait encore, on peut dire que ce discours-là fut servi chaud.

Entre temps, la police ouvrait une enquête, interrogeait quantité de gens, arrêtait des suspects et les relâchait. Le chef de la police a même fait connaître qu'il se sent porté à croire que le sinistre a pour cause un simple accident. Ici encore apparaissent les similitudes professionnelles : de même que tous les présidents de Chambre de la terre se seraient empressés d'offrir oratoirement comme celui du Canada, ainsi tous les chefs de police de toutes les villes du monde décideraient comme celui d'Ottawa, qu'il n'y a pas crime, du moment qu'ils n'arrivent pas à pincer le criminel.

Or, tel n'est pas l'avis du Sun de New-York qui affirme que « le sinistre eut pour cause une série d'explosions déterminées par des produits chimiques ».

Tel n'est pas, non plus, le sentiment de M. Thomas, représentant du Colorado, qui a déposé sur la tribune du Sénat américain une motion par laquelle il réprovoque la destruction du Parlement canadien et la qualifie « crime d'une barbarie stupide ».

Il ne reste donc qu'à s'en tenir à la formule aussi heureuse qu'exacte du Temps : « Les incendiaires allemands qui opéraient aux Etats-Unis se sont transportés au Canada, afin de ne pas exciter davantage l'opinion américaine pendant cette période de tension entre Washington et Berlin. » Ils sont allés faire une saison. — ACHILLE PLISTA.

AUTOUR DE SALONIQUE

Le taube abattu

Salonique, 5 février. — Les deux aviateurs français qui ont descendu un taube jeudi, près de Topsisin, ont été décorés hier de la médaille militaire, sur la place publique, en présence d'une foule nombreuse qui les a applaudis chaleureusement.

Au milieu des cris de : « Vive la France ! Vive la Grèce ! » le général Sarrail a félicité les aviateurs et a épinglé les décorations sur leur poitrine, après l'accolade habituelle.

Le taube, que la foule a encore visité aujourd'hui, a été porté cet après-midi par des soldats français jusqu'à l'aérodrome, précédés et entourés de dragons à cheval.

INCIDENT BULGARO-ROUMAIN

Bâle, 5 février. — Le correspondant du Berliner Tageblatt, à Sofia, télégraphie que des aviateurs roumains ont survolé le territoire de la Bulgarie ; les Bulgares ont ouvert le feu contre les aviateurs qui ont pu retourner en Roumanie sans avoir été touchés.

Le gouvernement de Sofia a protesté auprès du gouvernement roumain contre la violation de la frontière.

Une frontière s'ouvre, l'autre se ferme

Berne, 5 février. — La frontière, qui avait été fermée pendant plusieurs jours du côté de l'Autriche, a été rouverte la nuit dernière. Un grand nombre de voyageurs à destination de la Suisse qui étaient rassemblés à Feldkirch, ont pu, ce matin, franchir la frontière. Par contre, la frontière allemande a été brusquement fermée hier au soir. Les trains des chemins de fer fédéraux de la ligne de Thurgovie ne peuvent plus pénétrer dans la gare de Constance ; seuls les trains de marchandises sont autorisés à y passer.

Succès russes près d'Onexinetz

Communiqué russe

Pétrograd, 5 février. — Front occidental. — Des détachements allemands qui ont tenté d'approcher de nos lignes sur les rives du Ghaudan, au sud de Dwinsk, ont été repoussés par notre feu.

Un grand nombre d'aéroplanes allemands ont survolé nos positions de Dwinsk, des zeppelins se sont également montrés.

Sur le front occupé par les troupes du général Ivanoff, la journée d'hier a été marquée par une série d'actions réussies de nos éclaireurs. Ainsi, dans la région de Gontow, au sud de Novo-Onexinetz, nos éclaireurs se sont portés jusqu'aux réseaux de fil de fer de l'ennemi et, par un passage frayé pendant la nuit par le feu de notre artillerie lourde, ont pénétré dans l'intervalle situé entre la première et la seconde zone du réseau où ils ont attaqué et anéanti un fort parti ennemi.

Dans la région de la Strypa moyenne et au nord-est de Zelechchiki, plusieurs postes de campagne ennemis ont été dispersés et anéantis.

Front du Caucase. — Nos troupes continuent à presser les Turcs enrayant facilement toutes leurs tentatives.

Sur tout le front du Caucase, depuis plusieurs jours, il règne de fortes tempêtes de neige. Le froid dépasse 22° Réaumur. Les troupes avancent dans une neige épaisse.

Perse. — Dans la région d'Hamadan, l'ennemi a été rejeté vers Nokhovend.

Usines suisses menacées par les Allemands ?

Bruits de complot à l'américaine

Genève, 5 février. — Les journaux de la Suisse occidentale affirment qu'un certain nombre de fabriques d'horlogerie des montagnes neuchâteloises, actuellement occupées à la fabrication des munitions, ont été avisées d'un complot qui aurait pour but de faire sauter ces fabriques.

Le Journal du Jura raconte comme suit l'affaire :

« Différentes fabriques importantes des montagnes neuchâteloises dont quelques-unes occupent plusieurs centaines d'ouvriers ont reçu des lettres de menaces les avisant que, si elles continuaient à livrer aux Alliés certaines fournitures, on ferait sauter les établissements à la dynamite comme cela s'est produit en Amérique. Divers industriels et directeurs de fabriques ont aussi été personnellement menacés pour le cas où ils continueraient à passer des marchés avec la France, l'Angleterre ou l'Italie. »

« A tout hasard, les intéressés ont pris de sérieuses précautions. Un service permanent de garde est établi et des rondes circulent jour et nuit. Les ouvriers sont inspectés à leur entrée à la fabrique et il est procédé à des visites fréquentes des tiroirs, des caisses à outils, buffets, etc... »

« Tout cela cause naturellement une certaine émotion parmi la population. »

[Nos informations particulières nous permettent d'assurer que le péril n'est pas aussi imminent qu'on le croit dans cette région suisse, mais il existe et son existence est constatée depuis l'affaire des bombes de La Chau-de-Fonds, c'est-à-dire depuis trois mois. Les bombes furent lancées contre l'usine électrique de..., qui distribue la force motrice aux ateliers que les Allemands voulaient atteindre. Cet attentat, exécuté avec une effronterie grossière, fut suivi d'accusations banales dont le gouvernement suisse se contenta. Son insuccès et la difficulté d'une seconde tentative incitent, sans aucun doute, les Allemands à user de moyens plus sûrs. Il leur suffira de s'écarter ensuite et le gouvernement suisse dira, pour la vingtième fois : « L'incident est clos... »]

L'incendie du Parlement canadien

Le Parlement s'est réuni dans une salle improvisée. Le président a prononcé une allocution. On est convenu de s'interdire toute déclaration sur la cause du sinistre avant la fin de l'enquête qui se poursuit.

Etats-Unis et Allemagne

LA RUPTURE TIENT A UN MOT

La cause de l'ordre et du droit

Berne, 4 février. — Les journaux allemands ne cherchent plus à cacher la gravité de la situation, en ce qui concerne les rapports germano-américains. Ainsi, la Gazette de Francfort déclare en termes expressés que l'optimisme serait une grave erreur, que « l'optimisme ne correspond plus à la réalité des choses ».

Dans un article d'allure officieuse, le Lokalanzeiger jette le masque et déclare qu'il est profondément regrettable que l'Amérique n'ait pas laissé somnoler, dans les archives, l'affaire du Lusitania et qu'elle veuille la régler avant la fin de la guerre. « L'Allemagne, dit-il, a fait preuve d'un grand esprit de conciliation dans les négociations avec Washington, mais rien n'autorise à croire qu'elle peut renoncer entièrement à se servir de l'arme qu'elle possède avec les sous-marins. En se montrant conciliante, l'Allemagne supposait que Washington aurait plaidé aussi auprès des partis opposés la cause du droit et de l'ordre. »

« Mais le gouvernement est revenu sur l'affaire du Lusitania qui sommeillait depuis un mois dans les archives et dont on pouvait espérer qu'elle ne serait réglée qu'après la conclusion de la paix. Sans autre préambule, Washington insiste brusquement pour que l'Allemagne déclare le torpillage du Lusitania illégal et cette demande semble avoir pour but d'arrêter les négociations sur toutes les affaires en litige. »

« La situation devient ainsi très sérieuse et on s'attend à l'air d'arriver au moment où il faudra plier ou rompre. Eh bien ! nous attendons cette éventualité avec calme. »

Le mot que l'Allemagne n'admet pas

New-York, 5 février. — Le correspondant de l'Associated Press à Berlin dit que l'on envisage la crise du Lusitania comme une des plus sérieuses de la guerre, et dont

il est impossible de prévoir le résultat, lequel paraît dépendre uniquement du seul mot « illégal ».

Les Etats-Unis insistent pour que ce mot soit incorporé dans la formule allemande exprimant le regret des pertes de vies américaines dans le torpillage du Lusitania, tandis que l'Allemagne s'y refuse. Il n'y a pas d'autres difficultés et les nouvelles instructions transmises au comte de Bernstorff, mardi, ne contiennent qu'une nouvelle formule, laquelle, espère-t-on, donnera satisfaction à Washington sans humilier l'Allemagne. Elle ne contient pas le mot « illégal », mais, à part cela, elle va aussi loin que possible pour satisfaire les réclamations américaines.

M. Zimmermann parle

M. Zimmermann, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a déclaré audit correspondant, de la façon la plus catégorique, que l'Allemagne est allée jusqu'au bout des concessions.

« Le gouvernement allemand veut bien faire et fait déjà tout ce qui était en son pouvoir pour aller au devant des desirs de l'Amérique, mais il y a des limites au delà desquelles l'amitié se rompt. »

« Nous avons cru que le litige sous-marin était réglé, mais les Etats-Unis ont posé tout à coup des demandes nouvelles que nous ne pouvons pas accepter. »

« Il ne faut pas que vous poussiez trop loin vos exigences ; il ne faut pas essayer d'humilier l'Allemagne. »

M. Zimmermann a déclaré qu'il est impossible pour l'Allemagne d'admettre le mot « illégal », ce qui ôterait de ses mains une arme puissante contre l'Angleterre. Il a été répété à plusieurs reprises que si les Etats-Unis désirent pousser les choses jusqu'à la rupture, l'Allemagne ne pourra pas aller plus loin dans la voie des concessions et la rupture, avec toutes ses conséquences lamentables, devra s'ensuivre.

La vie économique en Allemagne

Encore les matières textiles

La saisie des matières textiles en Allemagne a provoqué, comme il était à prévoir, une grande émotion dans le monde industriel et commercial.

La Gazette de Cologne annonce que plus de cent représentants des chambres de commerce et de l'industrie textile se sont réunis hier, 4 février, au ministère de la guerre, à Berlin, pour présenter leurs doléances et leurs desiderata. On n'a abouti à aucun accord précis.

On prend son bien où on le trouve

Genève, 5 février. — Un ingénieur de Darmstadt a découvert un procédé pour extraire des matières grasses des eaux de vidange. Des premiers essais avec l'appareil construit par l'ingénieur ont lieu actuellement à Mannheim. La valeur des matières grasses gagnées par ce procédé, est évaluée à huit cent millions par an.

Le cuivre en Allemagne

Bâle, 5 février. — Le bourgmestre de Berlin a, d'après la Gazette de Cologne, ordonné la réquisition des portes en cuivre des fourneaux. Les personnes responsables de ces livraisons seront les propriétaires des maisons et non les locataires.

La Gazette de l'Allemagne du Nord déclare à ce propos que le bourgmestre a seul le droit de signer les réquisitions concernant les métaux saisis et ajoute que ces réquisitions ont donné lieu, dans les derniers temps, à Berlin, à un très grand nombre d'escroqueries.

BULOW SE REINSTALLE

Genève, 5 février. — Les Basler Nachrichten rapportent que le prince de Bulow est descendu dans un hôtel de Bâle, l'après-midi de samedi ; sa femme est venue le chercher et le couple est parti pour Lucerne où il restera quelques semaines.

L'affaire des colonels suisses

Genève, 5 février. — Contrairement à ce qui a été télégraphié à Paris, le colonel Dubuis, chargé de l'instruction de l'affaire des colonels, n'a nullement conclu au renvoi des inculpés devant le tribunal militaire. Il s'est contenté, après avoir terminé son instruction, de remettre son dossier à l'inspecteur en chef. C'est à celui-ci, conformément à la loi suisse, et non au juge d'instruction qu'il appartient de prendre une décision. Il peut, ou bien renvoyer les inculpés devant le tribunal militaire, ou bien rendre un non-lieu ou bien encore signaler les accusés à leurs chefs hiérarchiques pour qu'ils subissent une peine disciplinaire.

EXPLOSIONS DANS DES FABRIQUES D'ARMEMENTS EN ALLEMAGNE

Genève, 5 février. — Le Freiburger Tageblatt apprend que, dans la fabrique d'armes de Halensee, près Berlin, un dépôt de poudre a sauté, causant des dégâts matériels considérables. Plusieurs ouvriers ont été tués, plusieurs grièvement blessés. La cause de l'explosion est inconnue.

Les journaux viennois annoncent que le 29 janvier, à Rosenheim, près Munich, une explosion s'est produite dans une usine de munitions privée. Plusieurs personnes ont été tuées. Les journaux allemands passent cette explosion sous silence.

COMMUNIQUE BELGE

La nuit dernière, assez calme. Rien de particulier aujourd'hui, hormis les actions d'artillerie réciproques habituelles.

VISITE INATTENDUE

Bordeaux, 5 février. — M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, est arrivé inopinément à Bordeaux. Il visitera divers établissements s'occupant de la fabrication des munitions.

Echec autrichien de Tolmino

Communiqué italien

Rome, 5 février. — Dans la vallée de Sogana, il s'est produit de petites rencontres entre Roncegno et Torcegno. L'ennemi a été repoussé et a laissé quelques prisonniers entre nos mains.

Dans la zone de Tolmino, à l'aube du 4 février, l'ennemi a attaqué nos positions de Santa Maria. Bien qu'un brouillard épais ait paralysé l'action de l'artillerie, la prompte arrivée de renforts a permis de repousser l'ennemi en lui infligeant des pertes sensibles.

Sur la hauteur de Podgora, à l'ouest de Gorizia, dans la nuit du 4 février, l'ennemi a également tenté deux fois d'approcher de nos positions ; à la deuxième tentative, nos troupes ont contre-attaqué et ont mis l'ennemi en fuite, lui faisant aussi quelques prisonniers.

Signé : CADORNA.

ACCIDENT EN GIRONDE

Bordeaux, 5 février. — Ce matin, vers 4 h. 1/4, le vapeur anglais Romanth, amarré au quai de Queyries, rompant ses amarres au moment de la marée montante, est allé heurter le ponton et les bateaux aménagés pour les prisonniers de guerre allemands. Trois de ces bateaux et le ponton sont partis à la dérive et sont allés heurter le pont de pierre où ils ont été retenus. Il n'y a pas d'accident de personnes. Les prisonniers ont été ramenés sans incident à terre.

ACCIDENT D'AUTOMOBILE

Remiremont, 4 février. (Retardé dans la transmission.) — Une automobile transportant le colonel Lacapelle, chef d'état-major générale, a capoté et a pris feu. Le colonel est indemne, mais le chauffeur, René G..., a été carbonisé.

LA POILUE

La surabondance des matières nous oblige à retarder d'un jour la suite de notre roman :

LA POILUE

COURRIER DES THÉÂTRES

Cet après-midi :

Opéra, 2 h. 30, Overture espagnole, Henry VIII (deuxième tableau), Thaïs (acte II), Faust (acte III). Opéra-Comique, 1 h. 30, le Jui Polonais, Cavalletti Rusticana ; Comédie-Française, 1 h. 30, Britannicus, Blanche de Clèves, 2 h., le Médecin malgré lui, le Secret de Polichinelle ; Théâtre des Champs-Élysées, 2 h. 30, le Désert ; Trianon-Lyrique, 2 h. 15, les Saltimbanques ; 17^e Matinée nationale à la Sorbonne, à 2 heures.

Le soir :

Comédie-Française, 8 h., l'Accenturière, l'Anglais tel qu'on le parle ; Opéra-Comique, 8 h., Werther ; Odéon, 8 h., l'Espionne ; Porte-Saint-Martin, 8 h., Anna Karénine ; Athénée, 8 h. 30, l'École des Citiez ; Nouvel-Ambigu, 8 h., Sherlock Holmes ; Trianon, 8 h., les Noies de Jeannette, la Fille du Régiment ; Théâtre Rejane, 8 h., Madame Sans-Gêne ; Châtelet, 7 h. 55, les Exploits d'un petit Français ; Gaité, 8 h. 30, Vous n'avez rien à déclarer ? ; Théâtre Antoine, 8 h. 15, la Belle Aventure ; Apollo, 8 h. 15, la Coquette de Mimi-Pinson ; Renaissance, 8 h. 30, la Puce à l'oreille ; Palais-Royal, 8 h. 30, le Poilu, Hortense a dit : « Je m'en jure ! » ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, Kiki ; Variétés, 8 h. 30, Miquette et sa mère ; Gymnase, 8 h. 45, les Deux Vestales ; Capucines, 8 h. 15, la Française, Oh ! pardon ; Vaudeville, 8 h. 15, Calixta ; Cluny, 8 h. 30, Ferdinand le Noceur ; Déjazet, 8 h. 30, les Fiancés de Rosalie ; Grand-Guignol, 8 h. 45, l'Angoisse, le Siège de Berlin ; Folies-Bergère, 8 h. 20, l'Inconnu tout ; Scala, 8 h. 30, Taisez-vous, méfiez-vous ; Cigale, 8 h. 30, l'Enfer des Reines ; Concert Marol, 8 h. 30, Madame Bouffon ; Ba-Da Bouh ; Eldorado, 8 h. 15, la Crévette ; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, Un Bouchon ; Gaité-Rochecouart, 8 h. 30, C'est Mimi ; Alhambra, Empire, Olympia et Nouveau-Cirque, à 8 h. 30, attractions ; aux Quat'Arts, au Moulin de la Chanson, à la Pia qui Chante, à la Chaumière et au Cagibi, à 8 h. 45, revues et chansonniers.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELHOFF et ROCHER, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

AU BON MARCHÉ

Maison A. BOUCICAUT

PARIS

Lundi 7 FÉVRIER et jours suivants

BLANC

TOILES, TROUSSEAUX, LINGE CONFECTIONNÉ